



Hold-up sur la Bourse de commerce

Le président du Syndicat général de la Bourse de commerce de Paris (SGBCP), Baudouin Delforge, ne décolère pas : « Depuis trois ans, la chambre de commerce et d'industrie, propriétaire des locaux, veut nous expulser, afin de récupérer les quelque 200 m² de bureaux que l'on occupait jusqu'ici gracieusement. »

● **Dans ce lieu mythique de l'ancienne halle au blé de Paris depuis plus de six siècles**, « on humanise la filière céréalière et

on se tape encore dans la main ». « On va perdre une certaine hégémonie du droit français », alerte-t-il, se rappelant que « lorsque le Syndicat du cacao a déménagé en 2004, cela n'a pas mis longtemps avant qu'il n'y ait plus de contrat sous droit français ».

● **Où pourrait aller le SGBCP?** En banlieue parisienne ? « On n'aurait plus le même attrait », déplore-t-il. A Londres, à Genève ? « Un agriculteur ne se déplacerait pas là-bas pour y régler ses litiges », tempête celui qui est président de

la chambre arbitrale de Paris, aussi concernée par ce « scandale ». En demandant à rester dans ces locaux tout en participant aux frais, le SGBCP a perdu en 1^{ère} instance au tribunal administratif, et compte bien déposer un recours auprès du Conseil d'Etat, si nécessaire. « A l'unanimité des 200 sociétés présentes à l'AG du syndicat, le 8 juin, il a été décidé de lancer une pétition nationale dans la filière pour s'élever contre ce hold-up. » Hold-up qui touche aussi la FNA et des courtiers. ■

Renaud Fourreaux